



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 11/07/2025

ZI de Saint Liguair
4 Rue Alfred Nobel
79 000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAIGNEAU - BOIS DU POITOU sa

Route de Poitiers
79800 Soudan

Références : 0007201659/2025/ 218
Code AIOT : 0007201659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement CHAIGNEAU - BOIS DU POITOU sa implanté Les Girardières Sud 79800 Soudan. L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAIGNEAU - BOIS DU POITOU sa
- Les Girardières Sud 79800 Soudan
- Code AIOT : 0007201659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaigneau – Bois du Poitou exploite une activité de travail et de traitement du bois ainsi qu'une activité de négoce de bois et d'autres matériaux de construction pour les particuliers et les professionnels.

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2940 du 12 janvier 1998. La surveillance des eaux souterraines est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°3895 du 31 juillet 2002.

L'exploitant actuel a repris la direction du site en 2021 suite au décès de son prédécesseur.

La société exploitante est désormais la société Bois du Poitou.

Le site est réparti en 3 zones distinctes (voir plan en annexe) :

- Zone A : zone historique, de travail du bois et de stockage de bois, actuellement peu exploitée ;
- Zone B : zone de travail du bois avec l'implantation de deux bâtiments récents (un en exploitation et un en cours de construction) ;
- Zone C : zone comprenant le négoce des matériaux (établissement recevant du public), le stockage de bois complémentaire, l'activité de traitement de bois ainsi que l'activité de séchage.

La zone A et la zone B sont séparées par un affluent du ruisseau du Magnerolles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 12/01/1998, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/07/2002, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Suite de la visite d'inspection du 20/11/2019 - confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5.4 et 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite de la visite d'inspection du 20/11/2019-risque foudre	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.6 et 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations photovoltaïques	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des agrandissements successifs du site (voir fiche de constat n°1) et de la modification de la nomenclature des installations classées, une régularisation de la situation administrative et technique du site est nécessaire, notamment pour les dispositions relatives à la lutte contre l'incendie ainsi que pour la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques (affluent du ruisseau du Magnerolles qui traverse deux zones du site).

Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de transmettre à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres un porter à connaissance de modifications pour l'ensemble du site.

L'exploitant n'ayant pu présenter un plan complet des installations à l'inspection, un schéma des zones a été réalisé par l'inspection (par extraction des vues aériennes du site Géoportail) et est joint en annexe au présent rapport, afin d'en préciser les différents éléments.

La présence d'un reptile a été constatée dans le local de la chaufferie. L'exploitant indiquera les dispositions prises pour extraire le reptile présent et pour veiller à ce que cette situation ne se reproduise pas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/01/1998, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités			
Prescription contrôlée : La société CHAIGNEAU BOIS DU POITOU est autorisée à poursuivre l'exploitation, sur la zone d'activité Les Girardières Sud, commune de Soudan, d'un établissement spécialisé dans le stockage, le séchage et le traitement de bois et comprenant les installations classées suivantes.			
Constats : En 2016, suite à un projet d'agrandissement d'un bâtiment existant, afin d'y stocker du bois initialement stocké en extérieur dans la zone C, le tableau de classement applicable aux installations avait été actualisé (pour information, la prise d'acte n°A5794 du 26/07/2016 avait pris acte de la demande de l'exploitant, mais la mise à jour du classement des installations présente dans le rapport d'inspection n'avait pas été intégrée dans cette prise d'acte).			
N° rubrique	Désignation de la rubrique	Volume des activités déclarées	Classement
2415	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 l	15 000 l (activité exercée dans la zone C)	A
1532 Antériorité	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition	1600 m ³ (activité exercée dans la zone C)	DC

	de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .		
2410-B2 Antériorité	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues : B. Autres installations que celles visées au A, la puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW	151 kW (zones A, B, C)	D
4718-2 Antériorité	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné en assurant une quantité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	12,5 tonnes (activité exercée dans la zone C)	DC

Depuis 2016, l'exploitant a déposé en décembre 2023 une télédéclaration de modification ICPE pour la zone B, avec la création d'un bâtiment (B1) : la capacité de l'activité de travail du bois a augmenté avec une ligne de sciage (rubrique 2410, soumise à déclaration).

Lors de la visite, l'inspection a constaté la construction d'un second bâtiment sur cette zone (B2) pour l'activité de stockage de bois, avec l'implantation en cours de panneaux photovoltaïques en toiture. Ce bâtiment n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance.

Suite à la parution du décret n° 2023-151 du 2 mars 2023 modifiant la nomenclature des installations classées, la rubrique 2415 a été modifiée pour emporter le régime de l'enregistrement. L'exploitant n'a pas transmis sa demande de bénéfice de l'antériorité conformément à l'article L.513-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à la préfecture, avec copie à l'inspection, un porter à connaissance comprenant :

- une demande de changement d'exploitant selon les dispositions de l'article R.181-47 du Code de l'environnement ;
- une demande de bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la rubrique 2415 de la nomenclature conformément à l'article L.513-1 du code de l'environnement ;
- la mise à jour de la situation du site, pour l'ensemble de ses installations/activités, au regard de la nomenclature ICPE (consultable sur le site internet <https://aida.ineris.fr/>) avec notamment :
 - les volumes de bois stockés pour chaque zone du site et les distances d'implantation des stockages de bois par rapport aux limites de propriété, ainsi que le volume total de bois stocké au titre de la rubrique 1532 ;
 - les volumes de bois traités pour chaque zone du site en s'assurant que les stockages de bois, ayant fait l'objet d'une opération interne de traitement de bois, sont effectués sur une surface étanche et à l'abri des intempéries ;
 - le positionnement par rapport au classement à la rubrique ICPE n°2910 pour l'installation de combustion fonctionnant au gaz ;
 - le positionnement par rapport au classement à la rubrique ICPE n°3700 relative aux installations de préservation du bois.
- un plan à jour de l'ensemble des zones du site avec l'indication des parcelles cadastrales associées et la localisation des installations/activités ICPE ainsi que le détail des zones de stockages de bois ;
- les précisions sur les utilités communes (eau, électricité, accès, matériel, moyens de transport) entre les différentes zones ainsi qu'un synoptique des procédés de travail et de traitement du bois, avec leur localisation au niveau des zones ;
- une analyse de conformité aux arrêtés applicables : arrêtés préfectoraux applicables à l'installation ainsi que les arrêtés ministériels applicables à chacune des rubriques de la nomenclature associées au site et des dispositions la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (cf. point de contrôle n°7).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

Les installations de l'établissement doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.[...]
Constats : L'accès des services d'incendie et de secours du côté du bâtiment donnant sur la réserve d'eau incendie de la zone C, n'est pas libre. En effet, du matériel est stocké de part et d'autre de l'une des parois de ce bâtiment. L'accès des services d'incendie et de secours par la porte d'accès réservé incendie, située à proximité du piézomètre dans la zone C, n'est pas libre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rétablissement des accès est à effectuer et à garantir en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2002, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le programme de surveillance est mis en œuvre par l'exploitant dans le même délai, et à ses frais. Tous les résultats des mesures effectuées dans le cadre de ce programme sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires. En particulier, toute anomalie lui sera signalée dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant saisit les résultats pour les analyses effectuées deux fois par an sur les eaux souterraines dans l'outil GIDAF, depuis 2020. Il apparaît que les résultats d'analyses sur la substance recherchée, à savoir la cyperméthrine, sont inférieurs ou égaux à la limite de quantification de ce produit. Dans le cadre de sa déclaration d'analyse des eaux souterraines effectuée en février 2025, l'exploitant a transmis l'offre technique et financière du 25 janvier 2024 de la société Antea group et non le rapport d'analyses de mars 2025. Lors de la visite, il a été constaté que les deux piézomètres présents sur le site ne sont pas sécurisés. En effet, les cadenas ne sont pas en place. Le troisième piézomètre dénommé « Puit Le Pendoire » n'est pas situé sur une propriété appartenant à la société. Il est implanté à proximité du site, de l'autre côté de l'axe routier principal et n'a pas fait l'objet d'une visite de la part de l'inspection.

Il est à noter que lors de certaines campagnes d'analyse, dont celle d'octobre 2024, aucun prélèvement n'a pu être réalisé au Puit Le Pendoire, suite à une problématique d'accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sécurise l'ensemble de ses piézomètres situés sur le site. L'exploitant transmet le rapport d'analyses des eaux souterraines effectuées en février 2025, accompagné des commentaires appropriés. L'exploitant s'assure auprès du propriétaire du « Puit Le Pendoire » de l'accessibilité permanente au piézomètre, pour la réalisation des mesures semestrielle des eaux souterraines. À défaut de pouvoir réaliser l'ensemble des campagnes de mesures à un rythme semestriel, l'exploitant met en œuvre un troisième piézomètre sur le site, situé en aval de l'installation de traitement de bois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suite de la visite d'inspection du 20/11/2019 - confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5.4 et 12
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Tout déversement, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de bains actifs, de produits concentrés et d'égouttures dans l'environnement ou dans le réseau d'assainissement sont interdits.
Constats : L'exploitant a indiqué que la mise en place d'une barrière amovible était prévue à l'entrée de la zone C pour, en cas d'incendie, confiner les eaux de cette zone. Mais la barrière n'a pas été installée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les mesures de confinement des eaux d'extinction prévues sur le parking d'entrée de son établissement (zone C). L'exploitant transmet à l'inspection la procédure de gestion des eaux susceptibles d'être polluées (notamment eaux d'extinction d'incendie) des différentes zones et permettant notamment de protéger le ruisseau du Magnerolles situé en contre-bas. Dans le cadre de l'élaboration du porter à connaissance évoqué au point n°1, une mise à jour de l'étude pour le confinement des eaux d'extinction incendie du site est à transmettre.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite de la visite d'inspection du 20/11/2019 - risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'établissement devra être mis en conformité avec l'arrêté et la circulaire du 28 janvier 1993.
Constats : L'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée. [NB : suite à l'abrogation de l'arrêté du 28 janvier 1993, les dispositions applicables sont maintenant définies par la section III relative à la protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE].
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait réaliser une analyse du risque foudre par un organisme compétent. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, il fait réaliser une étude technique, par un organisme compétent, visant à identifier les équipements et les installations pour lesquelles une protection doit être assurée, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'exploitant transmet le devis signé pour cette analyse du risque foudre pour l'ensemble des zones du site sous 1 mois. Le cas échéant, l'exploitant transmet à l'inspection un échéancier de réalisation de travaux de mise en conformité sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que, si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement, sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des poteaux ou bouches d'incendie, à raison de 60 m³/heure chacun; [...]
<p>Constats :</p> <p>Pour l'ensemble des zones, le site dispose de deux réserves d'eau. L'une est située dans la zone C, la seconde dans la zone B.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie du volume d'eau disponible dans chaque réserve. Les calculs des besoins en eau, D9 et D9A, sont à transmettre à l'inspection via le porter à connaissance avec le cas échéant, un plan d'action de mise en conformité pour l'ensemble des zones du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Installations photovoltaïques

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 4/10/2010, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations photovoltaïque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture, en façade ou au sol, au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté l'implantation en cours de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment B2 en cours de construction ainsi que sur la toiture d'un des bâtiments de la zone C.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection un porter à connaissance relatif à l'implantation des panneaux photovoltaïques permettant de s'assurer du respect des dispositions la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 :Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.4.1 [...] Tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de bains actif ou de produits concentrés et d'égouttures dans l'environnement sont interdits.</p> <p>5.4.2 Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un stockage de produit ADBLUE dans le séchoir à bois. Ce produit est destiné à alimenter les chariots élévateurs. Il n'est pas placé sur rétention tout comme le stockage d'huiles présent dans un bâtiment.</p> <p>Il a également été constaté que le produit de traitement du bois Hydrokoat 6 mis en œuvre est le même depuis la visite d'inspection de 2019.</p> <p>L'exploitant a prévu de faire réaliser un curage de ce bac de traitement. Il envisage également d'évacuer une ancienne cuve de stockage sous le même auvent que le bac de traitement.</p> <p>L'exploitant actuel indique qu'il effectue le traitement du bois deux fois par semaine. Ce bois, qui va être traité, provient en partie de la zone B du site. En parallèle, du bois déjà traité est réceptionné directement dans la zone C.</p> <p>Un stockage de 5000 litres de gazole sur rétention est présent dans un bâtiment ainsi qu'un stockage d'huiles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant place sur rétention : - le stockage de produit ADBLUE présent sur le site afin de pouvoir contenir tout déversement accidentel. Il s'assure, via, la fiche de données de sécurité du produit que les conditions de stockage de ce produit sont adaptées (notamment température élevée) ; - le stockage d'huiles présent dans un bâtiment.</p>

<p>L'exploitant transmet les justificatifs du curage de la cuve de traitement de bois</p> <p>L'exploitant veille à ce que le bois traité en interne ou en externe soit stocké à l'abri des intempéries de manière à éviter un lessivage des produits de traitement du bois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours